

## Les projets de coopération des CJBG résistent au confinement et à la pandémie

Modestement et depuis plus de 20 ans, les CJBG développent une politique de coopération concertée, liant une ethnobotanique appliquée à des domaines de recherches floristiques des CJBG (Paraguay, Afrique de l'Ouest) et à une éducation environnementale ciblée. Ces projets tentent de proposer des solutions pratiques, écologiques et éducatives, au constat très négatif de perte de biodiversité généralisée, de surpopulation, d'appauvrissement économique et culturel dans les pays dans lesquels nous travaillons, avec des équipes locales formidables. Ils vous sont peut-être familiers car *La Feuille verte* vous en relate chaque année les réalisations.

Qu'en est-il de la pandémie et de ses impacts dans ces pays fragiles? Toute la planète est touchée par celle-ci, aussi virulente que soudaine. Qui aurait pu imaginer l'émergence d'une telle situation, par exemple lors des dernières fêtes de fin d'année?

Dans cette situation exceptionnelle, les liens avec le Sud se sont parfois faits, comme chez nous, anxieux et incertains, mais aussi souvent réconfortants, solidaires et stimulants. Le télétravail et la télécommunication y ont pourvu et restent plus naturels à 5000 kms qu'à cinq. Nous les pratiquons déjà avant cette crise sanitaire, mais peut-être à un rythme moins intensif. Rédaction de cette «Feuille au vert» oblige, ces contacts sont devenus très fréquents depuis le mois de mars, début de l'épidémie en Europe.

La majeure partie de la population de ces pays travaillent au jour le jour. Elle ne bénéficie très souvent pas de contrat de travail, qui pourrait la protéger. Aucun filet de sécurité sociale étatique ne vient palier ces déficiences. L'acheminement des fonds à nos micro-projets devient dès lors capital pour leur survie en cette période de confinement et nous nous y employons avec l'aide précieuse de notre direction et de notre comptable.

Confinés à un degré ou à un autre, nous le sommes tous, au Nord comme ailleurs sur la planète, et, dans ces moments où le repli sur soi, la famille, les amis et... les anciens sont évidemment prioritaires (peut-être une leçon du Sud à méditer?), ce même Sud et son développement sont parfois très éloignés de nos préoccupations nombrilistes et anxieuses. Les nouvelles relatent des informations locales en relation avec ce Covid 19, avec, trop souvent, une nouvelle folie «trumpienne» en cerise sur le gâteau. Les idées de voyages et de vacances exotiques envolées, en tout cas pour l'instant, nous permettent de nous retourner sur les actions menées dans nos programmes de coopération et sur leur sens, de capitaliser sur le relationnel, les acquis et de renforcer les solutions d'autonomisation prévues pour la fin du plan quadriennal de coopération, qui court jusqu'à la fin 2021.



Sur un plan plus personnel, les souvenirs, les rencontres, les amitiés se rappellent à ma mémoire et probablement aussi à celle de nos nombreux collègues: Pierre-André et Rodolphe, nos directeurs, les magistrats et maires qui nous ont accompagnés au Sud; mais aussi Pierre, Maurice, Raymond, Christine, Patrick, Lorenzo, Jacques, Georges, Alexandre, Nicolas, Fred, Simona, Loïc ou Matteo, qui ont partagé ces moments fantastiques et si spéciaux, qu'il nous est donné de vivre en mission dans les programmes de coopération des CJBG. Ceci dans la convivialité et la générosité des pays du Sud et dans des lieux qui sont souvent bien éloignés de l'image d'Épinal des plages à cocotiers tropicales.

### De nombreux paysans qui travaillent dans le cadre de nos projets dépendent du commerce international

Si les situations sont différentes, ce confinement, et c'est probablement son unique avantage, semble resserrer les liens et les solidarités, qu'ils soient familiaux, générationnels, amicaux, sociétaux ou, même et paradoxalement, professionnels. Le télétravail a en effet de nombreuses vertus et nous les découvrons. Le Sud connaît déjà ce type de solidarité en temps normal, la pauvreté favorise en effet l'entraide et la coopération dans les communautés. «Coopération», quel joli mot, hélas si souvent galvaudé! Le Nord redécouvre un peu ces valeurs d'échanges et de solidarité sociale, et c'est tant mieux. Saurons-nous les conserver lorsque cette pandémie sera derrière nous? Si cela sera assurément le cas dans le Sud, on peut être plus dubitatif en ce qui concerne le fonctionnement de notre société développée et privilégiée. Cette même société qui distribue chaque semaine, en ce moment et seulement pour Genève, plus de 2000 sacs de nourriture à une population précarisée par le travail au noir, souvent migrante, en provenance du Sud et en situation illégale.

Le bilan global de la pandémie se fera néanmoins après celle-ci et il sera très difficile d'obtenir des chiffres fiables pour beaucoup de pays du Sud, où les tests sont rares, la population jeune, l'espérance de vie plus courte et la confusion avec d'autres maladies épidémiques souvent possible.



Nous devons penser à conserver ces pratiques solidaires lorsque la situation sera apaisée, un vaccin trouvé et disponible pour tous. Il en est de même pour les valeurs inestimables du commerce de proximité, redécouvertes en ces temps troublés, mais qui ne devront pas nous faire oublier notre responsabilité vis-à-vis des paysans du Sud. En effet ces derniers cultivent, pour nous et à notre demande, des produits que nous ne pourrions jamais produire en Europe (cacao, café, banane, ananas, épices, etc.).



Ne pas les oublier, c'est aussi leur payer «le juste prix» pour des denrées à l'empreinte écologique certes importante, mais essentielles à notre bien-être. Ce n'était pas le cas avant cette crise majeure. Espérons que nos édiles politiques, nos capitaines d'industrie et nos grands distributeurs sauront adapter leur politique de prix à un plus grand respect d'une solidarité internationale, seule garante d'un avenir durable pour tous et toutes, dans sa région sur la planète.

Rappelons-nous toujours que c'est nous, consommateurs, qui décidons d'acheter tel ou tel produit et de favoriser une filière ou une autre. S'il faut encourager le bio, le commerce équitable et celui de proximité, ici et là-bas, correctement payé au producteur local, une envie de chocolat, de café ou d'ananas reste légitime et ne doit pas être, à mon avis, ostracisée. Si elle est rémunérée correctement, si cette production est respectueuse de l'environnement tropical et si son prix intègre le coût écologique, il n'y a aucune raison de la rejeter. Cela serait très dommageable pour l'économie paysanne de nombreux pays du Sud, qui survivent de ce négoce. Dès lors, un ananas ou une plaque de chocolat devrait probablement être payé deux

ou trois fois leurs prix actuels, ceci dans une filière qualitative et écologique respectueuse d'un prix juste pour le producteur et de son empreinte écologique.

Ce «juste prix» est-il «hors de prix» pour notre société? Je ne le crois pas et ceci pour deux raisons. Ce principe implique d'abord pour nous de revoir notre mode de consommation en valorisant la qualité, gustative, mais aussi écologique et durable du produit en question. Il implique ensuite une consommation plus qualitative («moins souvent, mais meilleure») des denrées en question. Ce qui peut visiblement s'appliquer chez nous à la consommation de viandes de qualité ou de tomates locales issues de variétés anciennes, peut aussi s'appliquer aux denrées exotiques, non cultivables chez nous et labellisées, comme l'ananas, la banane ou le café. Les nombreux paysans qui travaillent dans le cadre de nos projets, au Paraguay, et en Afrique de l'Ouest dépendent du commerce international, de l'exportation et souvent des multinationales pour écouler leur production périssable. Ce n'est pas en rejetant abruptement leurs produits «tropicaux» que nous pourrions les aider, mais bien en valorisant des filières courtes et certifiées.

Dans les quartiers pauvres de Dakar, d'Abidjan ou d'Asunción, le port systématique du masque est souvent la seule défense contre la pandémie. Le confinement, même obligatoire et policé, est souvent impossible dans les quartiers défavorisés de ces villes du Sud, car on y vit au jour le jour. On gagne, dans la journée et dans la rue, l'argent nécessaire au ravitaillement de sa famille le soir. Le masque sauve alors des vies, en particulier quand on n'a pas l'eau courante dans son quartier ou son bidonville pour se laver les mains et qu'on vit dans la promiscuité d'un espace souvent très restreint. Cette économie informelle, qui fait vivre tant de monde dans le Sud, fait partie de l'ADN de nos projets de coopération. Les tradipraticiens africains, «curanderos» sud-américains, récolteurs(euses) de matières premières végétales, vendeur(se)s de rue, tisserand(e)s, tresseur(euse)s de nattes et de panier, artisan(e)s du coprah, de l'huile de palme traditionnelle (si différente de l'huile de palme OGM industrialisée), du rotin ou

du raphia, avec lesquelles nos collègues du Sud travaillent au quotidien, appartiennent en effet à cette économie de subsistance, souvent informelle. Ils vont subir de plein fouet cette crise sanitaire, qui sera immanquablement suivie d'une crise économique. Gageons que nos collègues du Sud et leurs collaborateurs feront tout pour atténuer ces crises avec les modestes moyens de nos micro-projets.

## Une situation qui resserre les liens et les solidarités

Les liens tissés au sein du programme de coopération des CJBG se sont donc resserrés dans cette période de confinement. Des contacts intensifiés, des partages d'informations hebdomadaires, un travail de fond sur la fin du programme cadre renforcent nos relations et essaient d'améliorer la sortie de crise et le retour à une certaine normalité. En cette période troublée et pour se faire une juste idée des situations locales fort différentes et complexes, il nous a semblé intéressant dans cette tribune de solliciter nos responsables de projets au Sud pour qu'ils (elles) vous relatent directement leur vie, la situation de leur pays et celle du (des) projets, dont ils ont la charge au quotidien en cette période de crise sanitaire et économique.

Nous souhaitons bonne chance et longue vie à leurs projets dans cette période troublée, nos pensées accompagnent aussi leurs familles et leurs proches. Ils recevront aussi cette Feuille au vert et je suis sûr qu'ils penseront à vous en la parcourant.

Je profite de cette tribune pour remercier sincèrement Pierre-André Loizeau, notre directeur pour sa gestion éclairée des projets de coopération au Sud, notre administration et en particulier Gregor Dalliard pour celle des flux financiers vers le Sud, parfois très compliquée. J'adresse une mention spéciale à Loredana Marchetti de la DGVS, notre bailleur de fonds, pour sa supervision active et bienveillante, ainsi qu'à Fred Stauffer pour sa participation active et amicale à la réussite de ces projets, en particulier en Afrique.

## Impressum

**Direction** Pierre-André Loizeau  
**Auteurs** D. Roguet, J. Parra Gaona,  
C. I. Céspedes de Zárate,  
A. I. Mane, A. Bakayoko, N. D. Ouattara  
**Traductions** D. Roguet

**Relecture** Pierre-André Loizeau  
Gisèle Visinand  
**Communication** Gisèle Visinand  
**Graphisme** Matthieu Berthod  
**Photographies** Auteurs



VILLE DE  
GENÈVE





## Situation de quarantaine dans la campagne paraguayenne

(ITS Ko'e Pyahu / Campotech)  
Yataity del Norte - San Pedro

José Parra Gaona  
Directeur ITS Ko'e Pyahu



Au Paraguay, nous sommes également touchés par le COVID-19. La direction épidémiologique du Ministère de la santé publique et de la protection sociale a réagi très tôt, dès que deux cas de porteurs positifs du COVID-19 ont été détectés. Il a été décidé d'initier la quarantaine des contacts (mesure de confinement drastique) et l'isolement social général pour l'ensemble du pays, avec la suspension des classes à tous les niveaux et de tout acte public. Cette mesure précoce, qui se poursuit encore, permet à la courbe de la pandémie de suivre un rythme peu ascendant et contrôlé.

Au 20 avril les chiffres confirmés par le Ministère paraguayen concernant le COVID-19 sont les suivants: 208 personnes touchées; six aux soins intensifs; 46 guérisons et huit décédés. Si on compare ces données avec celles des autres pays de la région, le Para-

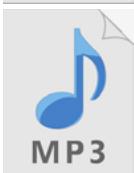
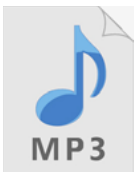
guay est le moins touché jusqu'à présent par cette maladie. Notre système de santé, bien que précaire, fait tout son possible pour faire face à cette pandémie. Chez ITS Ko'e Pyahu (notre technicum de campagne) et au sein des organisations paysannes, nous respectons totalement le confinement. Nous restons cependant en communication permanente par le numérique avec nos élèves, nos enseignants et les leaders paysans locaux, ainsi qu'avec les responsables des niveaux d'enseignement supérieur du Ministère de l'Éducation et des Sciences, qui donnent les orientations de reprise et de déconfinement face à la situation actuelle.

Au niveau de l'équipe de gestion et de communication de Tesaï Reka Paraguay, nous produisons depuis le début de la crise des microprogrammes éducatifs et informatifs pour la population concernant les mesures de prévention et les soins nécessaires pour vaincre cette épidémie, ainsi que pour le renforcement de l'agriculture familiale paysanne (AFC), principalement pour la production d'aliments sains et organiques. Ces programmes sont diffusés par les radios communautaires, aussi soutenues par la coopération des CJBG. En ce qui concerne l'enseignement dans notre technicum de campagne (Campotech), nous avons déployé de gros efforts pour terminer le programme des cours de la troisième promotion des techniciens supé-

rieurs en production agroécologique, une des bases du plan quadriennal de coopération des CJBG au Paraguay. La remise des diplômes pour les 19 diplômés devra probablement attendre, en particulier la réouverture des bureaux du Ministère de l'Éducation et des Sciences, qui nous fournissent ces diplômes. Les étudiants, quant à eux, les diplômés et ceux de la troisième promotion, travaillent dans leurs fermes respectives. Ceux qui ont des terres cultivent des espèces horticoles et agricoles, gèrent leurs forêts, la production de fruits et de plantes médicinales, ainsi que l'élevage d'animaux domestiques pour les aliments familiaux, et un certain excédent pour la vente locale.

Dans les locaux de notre institution, les bureaux sont fermés pour le moment. L'entretien du Jardin Botanique des Plantes Utiles est assuré par le responsable de la pépinière, qui vit avec sa famille dans la même propriété que l'organisation ACADEI et l'Institut technique supérieur Ko'e Pyahu (Campotech). Il en va de même pour la mise en place et la gestion de notre nouvelle serre, installée devant les locaux du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage local, qui sera bientôt un espace de stages et de production pour les étudiants de Campotech.

Avec nos amicales et reconnaissantes salutations. Portez-vous bien, ainsi que vos familles!



Micro-programmes de la Radio communautaire éducative Campotech



Les étudiants s'occupent de leurs fermes familiales en lien direct avec le Campotech.





# Le projet Etnobotanica paraguaya (EPY) et celui du Jardin ethnobotanique Patiño (JEP) en quarantaine

Claudia Isabel Céspedes de Zárate  
Directora Ejecutiva AEPY  
Asociación Etnobotánica Paraguaya

Asunción



Les projets EPY et JEP étaient en plein rebond lorsque le virus a été identifié pour la première fois en décembre 2019 dans la ville de Wuhan, la capitale de la province du Hubei en Chine centrale. L'alerte décrivait le cas d'un groupe de personnes malades avec un type inconnu de pneumonie. Ce qui s'est passé dans la lointaine Wuhan, nous semblait, comme à vous, très éloigné de nos préoccupations. Mais aujourd'hui, nous devons tous vivre avec cette pandémie causée par ce COVID-19.

L'OMS l'a reconnue comme pandémie mondiale le 11 mars 2020. À partir de là, des cas ont commencé à être signalés en Amérique latine, jusqu'à ce qu'une personne, arrivée d'Équateur au Paraguay, manifeste les symptômes de la maladie et se révèle positive à ce virus. À la suite de ce premier cas dans le pays, le gouvernement paraguayen a pris

des mesures sanitaires drastiques afin de stopper la propagation du virus (Décret-loi 3456/20). Depuis le 13 mars, la quarantaine stricte a été décrétée pour tout le pays, entraînant la fermeture complète des frontières et l'arrêt de toute activité non considérée comme vitale.

La municipalité d'Asunción s'est déclarée en congé temporaire (Résolution 915, 967/20), laissant notre célèbre pépinière de plantes médicinales (EPY) du Jardin botanique et du zoo d'Asunción avec un seul jardinier. Ce dernier s'occupe, tous les deux jours, de l'irrigation et des soins aux cultures. Le personnel de plus de 60 ans, et ainsi deux de nos jardiniers, est exclu d'office de tout travail. La reproduction, la transplantation de semis, entre autres activités, ont été suspendues, sans parler de toutes les activités de médiation et de communication.

La collection éducative de plantes médicinales «Pohã Raity» située à côté du Centre d'éducation à l'environnement de la Municipalité (CCEAM), a également vu ses activités suspendues par les dispositions de la municipalité d'Asunción et la fermeture des écoles.

Au Jardin ethnobotanique de Patiño (JEP), l'autre projet piloté par notre association (AEPY) pour le programme de coopération des CJBG, bien que légèrement réduites, les

activités se poursuivent. Le responsable de la collection, diplômé de l'Institut Ko'è Pyahũ (Campotech), habite sur le site, facilitant le travail de maintenance. Ce coordinateur de projet est aussi chargé du rempotage des plants de la collection de plantes médicinales hors sol, dans des pots, ainsi que de la tonte et de l'entretien du Jardin éducatif et du bâtiment, ceci dans l'attente de jours meilleurs, du retour des visiteurs et des écoles.

Le potager du Jardin de Patiño a été revitalisé avec la plantation de onze nouveaux légumes (manioc, piment et gingembre, entre autres), cherchant ainsi à couvrir certains besoins d'autoconsommation du personnel du JEP et des collaborateurs (médiateurs, etc.) de l'association qui vivent en ville.

Nous restons en contact avec la communauté, Campotech et les CJBG sur les activités les plus pertinentes des jardins, grâce à l'utilisation des réseaux sociaux et du télétravail. Les activités programmées à la fois dans le cadre du projet EPY, comme du projet JEP, telles que les cours, ateliers, visites et réunions communautaires ont toutes été reportées depuis le mois de mars, avec des échéances peu claires à ce jour. La reprise pourrait être programmée dès cet hiver (été en Suisse! (réd.)).

«Cordiales saludos desde el Paraguay».



L'état du Jardin ethnobotanique de Patiño pendant la pandémie (multiplication et collection).





# COVID-19 au Sénégal : situation nationale et gestion des projets

Dakar

Assane Insa MANE  
Coordonnateur  
CEEH – CEEF



Sacré virus vicieux et pernicieux, depuis son apparition à Wuhan en Chine et sa rapide propagation dans le monde entier, il a bouleversé l'équilibre du monde, changé des paradigmes sociaux en mettant l'homme face à sa fragilité et sa vulnérabilité. Au Sénégal, aujourd'hui et comme ailleurs, nos habitudes sont secouées, nos certitudes débusquées, nos stéréotypes infondés sont dépassés.

Nous avons enregistré notre premier cas importé le 2 mars 2020, il s'agissait d'un ressortissant français qui réside au Sénégal et revenant d'une mission en France. Déjà, dès janvier 2020, le gouvernement du Sénégal a déployé les moyens nécessaires pour contenir cette pandémie par le biais de la prévention. Malgré les mesures urgentes prises (fermeture des écoles, fermeture des frontières, déclaration de l'état d'urgence et instauration du couvre-feu, mise en place d'un fonds de riposte COVID-19 de 1000 milliards de FCA...), nous enregistrons des malades du COVID-19 qui sont pris

en charge au niveau des centres spécialisés en la matière, installés dans plusieurs régions du pays.

A la date du premier mai 2020, le Sénégal compte officiellement 1024 cas d'infection au COVID-19 (+91 par rapport à la veille) dont 356 ont été déclarés guéris (+22 par rapport à la veille), neuf personnes décédées, une personne évacuée (décédée en France) et 658 sous traitements (+69 par rapport à la veille).

Au Centre d'Education Environnementale de Hann (CEEH) à Dakar, le COVID-19 a impacté négativement nos différents programmes de travail. Déjà, avec la fermeture des écoles, nous avons suspendu les cours en éducation environnementale pour les 2000 élèves fréquentant le centre. Le Parc de Hann est fermé au public mais, nos jardiniers viennent travailler tous les jours pour s'occuper de nos collections vivantes en respectant les mesures barrières.

Par contre, au Centre d'Education Environnementale de Fandène (CEEF) (Région de Thies), les activités se poursuivent sans beaucoup de restriction. Le port de masque est obligatoire, comme sur toute l'étendue du territoire et nos jardiniers s'occupent des collections vivantes. Ils accompagnent aussi les groupements de femmes, qui ont repiqué les semis au niveau de leur carré maraîcher. Il faut préciser que Fandène n'a pas encore enregistré un cas de COVID-19 et cela nous facilite le travail sur le terrain.

Portez-vous bien, ainsi que vos proches!



Potager communautaire du Jardin ethnobotanique de Fandène





## Côte d'Ivoire : le projet Palmiers Solidaires à l'épreuve du COVID-19

Abidjan

< Adama BAKAYOKO  
> Noufou Doudjo OUARTARA  
Resp. Projet «Palmiers solidaires»



Le 11 mars marquait le lancement officiel des activités d'éducation environnementale au *Jardin des Palmiers* de Divo, après la remise des guides pédagogiques aux enseignants qui s'est fait le 27 février. C'est également le 11 mars que le premier cas de COVID-19 a été détecté en Côte d'Ivoire. Après la détection, des mesures de sécurité ont été arrêtées par le gouvernement ivoirien, parmi lesquelles l'interdiction de sortir du District d'Abidjan (sauf avec une autorisation pour cas d'urgence avérée). La Côte d'Ivoire vit donc, depuis le 24 mars 2020, dans une situation d'état d'urgence avec Abidjan coupé du reste du pays.

Rentrée de notre mission du 11 mars de Divo (voir photographie annexée), la coordination du projet Palmiers Solidaires, n'a pas pu y retourner, depuis. Face à cette nouvelle donne, nous avons intensifié les contacts téléphoniques avec le gardien (qui continue l'entretien des locaux), les artisans, et le Président du Comité de pilotage du projet. Ce dernier avec d'autres membres du COPIL rend régulièrement des visites sur le terrain et nous tiennent au courant de tout ce qui s'y passe. Les différentes discussions ont abouti à

la décision de la non-fermeture du Jardin des Palmiers aux visiteurs (aucun cas de COVID-19 n'ayant été signalé à Divo). Toutefois, des consignes strictes ont été adressées à nos collaborateurs sur place, notamment le gardien des lieux. Il s'agit, entre autres, du lavage des mains obligatoires pour tout visiteur au Jardin des Palmiers et du recensement des visiteurs. A cet effet, notre dispositif de lavage des mains, déjà fonctionnel depuis les premières journées promotionnelles de septembre 2019, a été renforcé grâce à l'appui de la Direction Générale du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS). En effet, le 29 mars dernier la Direction du CSRS, grâce à son canal diplomatique, a pu acheminer des produits hygiéniques au *Jardin des Palmiers*.

La situation du COVID 19 impacte les activités du Jardin des Palmiers à deux niveaux essentiels :

1. Impossibilité de conduire le programme prévu d'éducation environnementale. Cette activité qui a été lancée le 11 mars, était censée continuer durant le reste de l'année scolaire. Mais parmi les différentes mesures gouvernementales, figurent la fermeture des établissements scolaires.

2. Des artisans sans clients, devenus vulnérables. La situation du COVID impacte gravement les activités des artisans sur place. Ils ne reçoivent quasiment plus de commandes et les visites dans les ateliers sont rares. L'atelier du rotin ne peut plus être approvisionné en matière première (les cannes), car celle-ci provient d'Anyama une



localité faisant partie du District d'Abidjan, donc concernée par la décision d'isolement avec le reste du pays.

Enfin, il faut noter que les réunions de préparation, liées à la présentation et l'adaptation de l'exposition «Ethnopalmes» des CJBG, qui devaient se tenir le 4 juin à l'Ambassade et à partir du 5 juin au Jardin Botanique de Bingerville d'Abidjan, ont été interrompues et seront reprogrammées ultérieurement.

Les perspectives d'une sortie de crise sanitaire sont projetées pour fin juin 2020 par le gouvernement ivoirien. Si cette date est confirmée, les séances d'éducation environnementale pourraient recommencer à partir d'octobre 2020 à Divo, avec la nouvelle rentrée scolaire. Toute une réflexion sera menée, ensuite pour reprogrammer l'exposition, mais aussi pour débattre des questions stratégiques telles que celles liées à la résilience des artisans face à de telles crises.

En attendant, portez-vous bien!



Remise officielle des dossiers pédagogiques aux enseignants (février 2020).

